

No 237

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

L'Agriculture

base économique d'une nation

PAR

M. l'abbé Edouard BEAUDOIN

*Professeur à l'École Supérieure d'Agriculture
de Sainte-Anne-de-la-Pocatière*



Prix: 15 sous

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

MONTRÉAL

Direction :

SECRÉTARIAT DE L'É. S. P.

1961, RUE RACHEL EST

Administration :

L'ACTION PAROISSIALE

4260, RUE DE BORDEAUX

1933

TOUS DROITS RÉSERVÉS

out
(C 630)
(B 500) C 174



PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Directeur : R. P. ARCHAMBAULT, S. J.)

(Abonnement : \$1.50 par an)

- 1A. *L'Ecole Sociale Populaire* R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
2. *L'Organisation ouvrière catholique en Hollande* Arthur SAINT-PIERRE
3. *L'Organisation ouvrière dans la province de Québec* (2^e édition 1913) R. P. LEROY, S. J.
4. *De l'Éducation du sens social* R. P. PICHÉ, P. S. V.
5. *Comment pratiquer notre jeunesse: les patronages* Mme Marie GÉRIN-LAJOIE
6. *La Fédération Saint-Jean-Baptiste* Abbé Henri GAUTHIER, P. S. S.
7. *« Le Foyer » et ses œuvres* Alphonse DESJARDINS
8. *La Caisse populaire — I* R. P. HUGOLIN, O. F. M.
9. *La Lutte antialcoolique dans la province de Québec, depuis 1906* Abbé GOUIN, P. S. S.
10. *Le Logement de la famille ouvrière — I* Abbé GOUIN, P. S. S.
11. *Le Logement de la famille ouvrière — II* Alphonse DESJARDINS
12. *La Caisse populaire — II* J.-B. SAINT-ARNAUD
13. *Le Mouvement mutualiste dans Québec* R. P. L. HUDON, S. J.
14. *Le Cercle ouvrier* S. S. LÉON XIII
15. *L'Encyclique « Rerum novarum »* R. P. VALENTIN-BRETON, O. F. M.
16. *Les Œuvres nécessaires* Henri BEAUVAIS
17. *L'Eglise et les associations ouvrières* Dr Joseph GAUVREAU
- 18-19. *Contre l'alcool* Abbé GOUIN, P. S. S.
- 20-21. *Un catholique social: Frédéric Ozanam* Arthur SAINT-PIERRE
22. *L'Organisation professionnelle* V.-E. BEAUPRÉ
23. *Réformes scolaires* R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
24. *Le Clergé et les études sociales* Abbé Paul MAYRAND, D. TH.
25. *Le Travail chrétien* S. S. PIE X
26. *La Lettre sur le « Sillon »* Abbé GOUIN, P. S. S.
- 27-28. *La Cour Juvenile* Dr Joseph GAUVREAU
29. *La Goutte de lait* Arthur SAINT-PIERRE
30. *La Fédération américaine du Travail* XXX
31. *L'Utopie socialiste — I* DOMBRAY-SCHMITT
32. *Le Val des Bois* Chanoine DESGRANGES
33. *Conseils aux ouvriers canadiens* R. P. DALY, C. SS. R.
- 34-35. *Les Ecoles maternelles* Chanoine DESGRANGES
- 36-37. *L'Eglise et le progrès social* Arthur SAINT-PIERRE
38. *Le Devoir social* Arthur SAINT-PIERRE
39. *L'Utopie socialiste — II* R. P. GUILLOT, C. SS. R.
40. *Les Syndicats ouvriers chrétiens de Belgique* R. P. TRUDEAU, O. P.
41. *Les Syndicats socialistes et neutres* Abbé Edmour HÉBERT
42. *L'Eglise et l'organisation ouvrière* Arthur SAINT-PIERRE
- 43-44. *Le Comte Albert de Mun* Abbé Edmour HÉBERT
45. *Le Socialisme* R. P. GONTHIER, O. P.
46. *A propos d'immunités* R. P. S. BELLAVANCE, S. J.
47. *La Formation d'apôtres sociaux par l'A.C.J.C.* R. P. RUTTEN, O. P.
- 48-49. *Leçons pratiques d'action sociale catholique* R. P. Adélaïde DUGRÉ, S. J.
50. *La Désertion des campagnes* R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
51. *Les Avantages de l'agriculture* Marie-J. GÉRIN-LAJOIE
52. *Les Cercles d'études féminins* Abbé GOUIN, P. S. S.
- 53-54. *Le Règne social du Sacré Cœur* Anatole VANIER
55. *Le Comptoir coopératif* Abbé GOUIN, P. S. S.
- 56-57. *L'Œuvre de vacances des grèves* Jean-Charles MAGNAN, B. S. A.
58. *Le Jardin scolaire et l'Agriculture à l'école* R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
59. *Le Clergé et les œuvres sociales* R. P. Marcel MARTINEAU, S. J.
60. *L'Esprit chrétien dans la famille et la société* R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
61. *Projet de colonisation* R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
- 62-63-64. *Vers les terres neuves* R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
65. *La Question sociale et nos devoirs — I* R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
66. *La Question sociale et nos devoirs — II* R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
67. *La Question sociale et nos devoirs — III* R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
68. *Hygiène du logement* Dr J.-A. BAUDOUIN
69. *Albert de Mun et le devoir social* Abbé GOUIN, P. S. S.
70. *Albert de Mun et l'organisation ouvrière* Abbé GOUIN, P. S. S.
71. *Nos errements agricoles* R. P. Edgar COLCLOUGH, S. J.
- 72-73. *Albert de Mun et la législation sociale* Abbé GOUIN, P. S. S.

Direction: 2060 Ouest, rue Dorchester
Montréal.

L'Agriculture, base économique d'une nation¹

Par M. l'abbé Édouard BEAUDOIN

Professeur à l'École Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière

LE poète anglais Shelly, mort depuis un siècle, plaçait en tête d'une étude ethnique assez fouillée cette phrase humoristique: « Nous possédons plus de sagesse morale, politique et historique que nous ne sommes capables d'en mettre en pratique; nous avons plus de connaissances scientifiques et économiques qu'on ne peut en utiliser pour la juste distribution des produits qu'elles multiplient. »

Je n'ai donc pas la prétention de vous faire sur l'agriculture un exposé nouveau, encore moins ai-je l'illusion de vous indiquer le remède efficace et sauveur. Tout au plus me suis-je permis de glaner à travers les statistiques canadiennes et provinciales des chiffres concluants. Au cours de ce travail se trouvent de nombreuses citations tirées d'une Enquête mondiale sur l'agriculture faite par les meilleures autorités anglaises du monde agricole, et sortie dernièrement des presses de l'Université d'Oxford.

« La suprême importance de l'agriculture comme *productrice des nécessités de la vie* n'est pas à démontrer, mais il est nécessaire de mettre en évidence le fait que *la plus grande majorité de l'humanité est encore employée au travail du sol, et qu'il ne peut y avoir de prospérité générale quand ces derniers sont réduits à l'extrême détresse* ². »

1. Cette étude a été présentée à la Semaine sociale de Rimouski. Le texte complet de tous les cours de cette semaine paraîtra bientôt en un volume d'environ 400 pages qui se vendra \$1.50.

2. *World Agriculture*, p. 2.

Car « la prospérité de ceux qui cultivent le sol est le fondement de la prospérité mondiale ¹ ».

C'est ce qu'il s'agit de démontrer. Car, en certains milieux, on n'est pas éloigné de croire que la prospérité des peuples leur vient de leur industrialisation et du commerce de leurs produits manufacturés.

Ce fut d'ailleurs la tendance de notre siècle, « un siècle de progrès », le siècle de l'industrie, de la machine, et, par conséquent, du génie qui invente, de l'industriel qui l'exploite, et de l'esclave qui l'opère. Les héros populaires, les génies qui émerveillent l'imagination des peuples présents, sont des inventeurs fameux; des capitalistes qui sont devenus les « rois » de telle industrie, ou les « barons » des cartels et des combines économiques. On a cru à un âge d'or qu'apporteraient la machine et la chimie synthétique; on a rationalisé, standardisé, industrialisé le commerce et l'agriculture. Tous les gains ont été évalués au prix de l'or; jusqu'aux hommes qu'on évalue en argent.

Le monde a tellement évolué dans le sens de l'industrialisation à outrance qu'il a paru nécessaire d'établir la suprématie de l'agriculture, et de prouver, chiffres à l'appui, que l'agriculture reste l'industrie de base de *l'univers*, du *Canada* et de notre *province*.

1. *World Agriculture*, p. 1.

I

a) Par le nombre de personnes engagées dans l'agriculture

LA PLACE DE L'AGRICULTURE DANS L'UNIVERS

« Les deux tiers environ de la population mondiale vivent de l'agriculture ¹. » C'est ce qui ressort de l'estimation de la population mondiale et de la population agricole, faite en 1930 sur des statistiques produites à la conférence économique de la Société des Nations:

Pays	Population totale	Population agricole	Pourcentage
Russie.....	161 millions	140 millions	87
Afrique.....	142 »	107 »	75
Asie.....	1,070 »	805 »	75
Amérique centrale et			
Amérique du Sud...	117 »	107 »	65
Europe (sans la Russie)	379 »	139 »	37
Océanie.....	10 »	3 »	30
Amérique du Nord....	134 »	31 »	23

La proportion des agriculteurs varie beaucoup dans les cinq continents. C'est l'Amérique du Nord qui tient le record du plus faible pourcentage. Seulement 23 p. c. de ses habitants tirent leur subsistance de la terre. Pourtant aucun État n'a fait, depuis cinquante ans, une propagande aussi active pour attirer chez lui les paysans des vieux pays. L'immigration des petits cultivateurs de l'Europe Centrale fut intense aux États-Unis et au Canada jusqu'en ces toutes dernières années, et cependant moins du quart de la population du continent nord-américain vit de la terre. Cela tient pour beaucoup au caractère très commercialisé de l'économie des États-Unis et du Canada. C'est dans ces deux pays que se pratique l'agriculture la plus industrialisée, la plus spécialisée, la plus mécanisée.

1. *World Agriculture*, p. 4.

En Amérique du Nord, la terre, comme l'industrie commerciale, doit payer les intérêts du capital foncier, un plein salaire au fermier et les gages des aides, des primes d'assurances pour tous les risques atmosphériques et épidémiques, et en plus rapporter un bon bénéfice. Bon nombre de cultivateurs américains ne fondent pas un bien de famille qu'ils passeront en héritage, ils louent ou ils achètent une terre qu'ils exploitent. Comme la terre paie plus en stabilité foncière, et en revenus réalisables à longue échéance, qu'en bénéfices annuels, bien des exploitants la laissent après l'avoir épuisée. Henri de Kérilis, un journaliste parisien de *l'Écho de Paris*, écrivait en décembre dernier que « l'Amérique n'avait pas de paysannerie, et qu'une civilisation bien ordonnée doit reposer sur sa paysannerie. Toute la politique économique de l'Amérique a tendu depuis un demi-siècle à sacrifier le terrien au citadin... L'Amérique industrielle tient en esclavage l'Amérique agricole. Aussi longtemps que l'Amérique agricole n'aura pas brisé ses chaînes, conquis sa place au soleil, garanti ses droits à la vie, l'Amérique vivra d'une existence désordonnée, et sous la menace de cataclysmes économiques ¹ ».

Ce qui a caractérisé le plus le développement du continent nord-américain en ce dernier siècle, c'est son développement industriel. De simples villages ruraux il y a cinquante ans sont aujourd'hui des cités qui comptent des millions d'habitants. Par contre, bien des terres défrichées sont aujourd'hui abandonnées.

POPULATION RURALE ET POPULATION AGRICOLE DU CANADA

Les recensements américains et canadiens divisent la population en *ruraux* et en *urbains*. Aux États-Unis, sont classifiés parmi les urbains ceux qui habitent des cités ou villes de plus de deux mille cinq cents âmes. Au Canada,

1. Cf. *le Soleil*, 26 décembre 1932.

sont comptés parmi les urbains tous ceux qui habitent les cités, villes et villages incorporés, quelle que soit leur population.

En nous servant des mêmes bases américaines pour comparer les populations canadiennes aux populations américaines, on arrive aux résultats suivants:

Aux États-Unis, en 1930, 56.2 p. c. d'urbains et 43.8 p. c. de ruraux; au Canada, en 1931, 44.37 p. c. d'urbains et 55.63 p. c. de ruraux.

Le Canada est donc moins industrialisé que son voisin du Sud.

Mais si j'utilise la norme canadienne de division entre ruraux et urbains, le Canada comptait, au 1^{er} juin 1931, 10,376,786 habitants. Et cette population était répartie comme suit: 53.71 p. c. d'urbains et 46.29 p. c. de ruraux.

Pourtant, au recensement de 1921, le Canada comptait 49.52 p. c. d'urbains et 50.48 p. c. de ruraux.

La population totale s'est accrue depuis 1921 de 18.08 p. c. et le nombre de ruraux s'est affaïssé de 4.19 p. c. dans la dernière décade.

La densité de la population s'est accrue depuis les trois derniers recensements dans les proportions suivantes: 2.05 habitants par mille carré en 1911; 2.5 en 1921; 2.9 en 1931.

Mais cet accroissement de densité n'est dû lui-même qu'au développement des villes.

Au terme même du recensement, un rural n'est pas nécessairement un cultivateur. Sur toutes les *occupations rémunérées* (hommes, femmes et enfants) de la population active du Canada, l'agriculture comptait, en 1881, 48.1 p. c. de cultivateurs; en 1891, 45.8 p. c.; en 1901, 40.2 p. c.; en 1911, 34.3 p. c.; en 1921, 32.8 p. c.

Mais si, d'autre part, je fais comparaison avec les occupations rémunérées de la seule *population masculine* du Canada, j'arrive aux chiffres suivants: l'agriculture comp-

tait, en 1891, 51.3 p. c. de cultivateurs; en 1901, 45.8 p. c.; en 1911, 38.9 p. c.; en 1921, 38.2 p. c. ¹

Malgré une augmentation numérique considérable, le nombre d'hommes employés dans l'agriculture est tombé de 51.3 p. c. qu'il était en 1891 à 38.2 p. c. en 1921, et à moins certainement en 1931. Les chiffres ne sont pas encore connus.

« Depuis 1881, le nombre des agriculteurs a décliné de 48.11 à 32.8 p. c. de la population totale ouvrière, passant de près de la moitié à *moins du tiers*. Cependant les agriculteurs restent de beaucoup le groupe le plus nombreux de toute la population totale ². »

Le nombre des fermes recensées le 1^{er} juin 1931 était de 428,664, une augmentation de 17,574 sur le nombre recensé en 1921, soit une augmentation de 2.47 p. c. En comptant que chacun de ces propriétaires terriens est à la tête d'une famille de cinq membres, on aurait une population agricole de 3,543,320, soit 34 p. c. de toute la population.

Se basant sur les chiffres de l'*Annuaire statistique* de 1929, les enquêteurs anglais de *World Agriculture* concluent que « le Canada emploie maintenant 32.8 p. c. de ses ouvriers à l'agriculture ». La population attachée à la terre n'augmente pas nécessairement avec la superficie cultivée à cause de l'utilisation plus grande des machines, et parce que la ferme canadienne est maintenant une organisation pour fournir surtout les matières premières; que les procédés manufacturiers, la fabrication du beurre et du fromage, du pain et de toutes les commodités de la vie domestique qui furent autrefois fabriquées sur la ferme sont maintenant transférés aux manufactures ³.

1. *Annuaire statistique du Canada*, 1929, p. 141.

2. *Canada Year Book*, 1929, p. 136

3. *World Agriculture*, p. 122.

Il faut donc conclure que le Canada s'avère à chaque recensement de plus en plus industriel; que le nombre de fermes, s'il augmente encore, n'augmente pas au rythme de la population et que l'agriculture, si elle reste l'industrie particulière qui retient encore le plus fort pourcentage, n'occupe plus que 32.8 p. c. de tous nos Canadiens gagnant leur vie à quelque besogne rémunérée que ce soit.

LA POPULATION AGRICOLE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

La population totale de la province de Québec s'élevait au 1^{er} juin 1931, lors du recensement, à 2,874,255 âmes, soit 27.7 p. c. de la population globale du Canada. Le pourcentage de la population urbaine dans les vingt-cinq villes de plus de dix mille âmes s'élevait à 46.26 p. c. de la population totale. Si à ce chiffre j'ajoute la population des villages incorporés de plus de mille habitants, j'arrive à une population urbaine de 54.51 p. c.; et si j'additionne à ce pourcentage déjà élevé la population de tous nos villages ruraux incorporés de moins de mille habitants, j'ai 63.1 p. c. d'urbains et 36.9 de ruraux.

D'ailleurs, la proportion de notre population rurale est toujours allée en diminuant depuis soixante ans. Au recensement de 1871, il y avait 80.5 p. c. de ruraux contre 19.5 p. c. de citadins; en 1881, 71.6 contre 28.4; en 1891, 66.5 contre 33.5; en 1901, 60.3 contre 39.7; en 1911, 51.8 contre 48.2; en 1921, 44.00 contre 56.0; en 1931, 36.9 contre 63.1.

La perte moyenne des ruraux est de 7.5 p. c. par décade.

Il est vrai que dans nos petits villages ruraux incorporés se trouvent de vrais cultivateurs qui tirent leur subsistance des fruits de la terre, mais par contre on trouve également en pleine campagne des corps de métiers, menuisiers, forgerons, marchands, commerçants de toutes sortes, qui ne sont pas des cultivateurs.

Quel est le nombre de nos cultivateurs québécois ?

L'*Annuaire statistique du Canada* pour 1929 nous assure que 33.6 p. c. de tous nos ouvriers rémunérés étaient occupés à l'agriculture. Les chiffres du dernier recensement ne sont pas encore connus.

On peut cependant, avec un peu de latitude, établir le nombre de cultivateurs québécois en nous basant sur le nombre de fermes recensées dans la province de Québec en 1931. D'après le recensement, on appelle ferme tout terrain d'au moins une acre en superficie qui rapporte pour au moins cinquante piastres de produits. Cette définition a permis à des citoyens de race de se réclamer du titre de cultivateur.

La province comptait, en 1931, 135,957 fermes recensées, ce qui établit une diminution de 1,662 fermes sur le recensement de 1921. Il est clair qu'une ferme d'une acre donnant un revenu de cinquante piastres ne peut faire vivre une famille, mais par contre, dans le nombre, il se rencontre une foule de grands domaines qui font vivre plusieurs familles. Admettons qu'il y ait compensation. En comptant cinq personnes par famille établie sur chaque ferme, j'arrive à une population agricole de 679,785 âmes, soit une moyenne de 24 p. c. de la population totale, pas tout à fait le quart.

Pendant cette décade, la population de notre province augmentait de 21.76 p. c. Mais en prenant la population des vingt comtés les plus ruraux de notre province, l'augmentation pendant la décade était de 5 p. c. seulement. Le surplus de population a donc émigré vers les centres industriels.

Est-ce que nous serions rendus à un point de saturation et que toutes les terres cultivables du Québec seraient prises et cultivées?

La superficie totale de notre province est de 365,442,560 acres.

D'après les estimés, 43,745,000 acres seraient cultivables, soit 12.1 p. c., et à peine 17,758,000 acres sont cultivées, soit 4.02 p. c.

Dans les vieilles paroisses, la tendance n'est pas à la division de l'ancien domaine, mais à son agrandissement; de 1921 à 1931, la moyenne des fermes passe de cent vingt-cinq acres à cent trente acres.

Où va le surplus de population de nos comtés ruraux? Où se placent les fils de cultivateurs? Pendant cette décade, ils sont allés grossir le nombre des bûcherons dans la forêt et celui des ouvriers dans les usines. L'augmentation extravagante de la population de nos villes ne leur vient pas de leur vitalité propre, mais en partie de l'immigration extérieure et de l'émigration intérieure.

C'est pourquoi il est nécessaire de se demander, au cours de cette Semaine sociale, *comment et où établir nos fils de cultivateurs*, pour que le nombre de nos fermes augmente au moins en rapport direct avec le chiffre de notre population stable; il est nécessaire de parler de *colonisation* et des moyens propres à développer la colonisation de nos terres cultivables afin d'en faire des domaines pour nos fils de ruraux.

b) Par le capital engagé dans l'agriculture

LA RICHESSE AGRICOLE DU CANADA ET DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

L'agriculture ne tire pas son importance seulement du nombre de gens qu'elle fait vivre, mais elle compte également dans l'économie d'un pays par le capital qui s'y trouve engagé.

Les dernières compilations du recensement de 1931 ne sont pas encore publiées au complet, et je dois m'en tenir, pour les comparaisons, aux chiffres publiés dans les statistiques antérieures.

La richesse totale du Canada en 1929, répartie entre les différentes industries du pays, se chiffrait à \$30,840,000,000, ce qui formait une richesse moyenne par tête de \$3,076. L'estimation de la *richesse brute agricole* pour l'année 1931 était de \$6,768,595,000 ¹, soit à peu près le cinquième de la richesse nationale. La valeur nette de la production agricole comparée à la valeur totale était de 23 p. c.

La richesse de notre province, estimée la même année et sur les mêmes bases, se chiffrait à \$8,265,000,000, ce qui représentait une richesse personnelle pour tout Québécois de \$2,982, un peu moins que la richesse du Canadien en général. La population de notre province forme 27.64 p. c. de toute la population et elle possède 26.8 p. c. de la richesse du Dominion. La richesse agricole du Québec était évaluée en 1931 à \$1,223,723,000 ce qui fait que l'agriculture dans le Québec fournit 19.7 p. c. de la richesse totale. Les fermes du Québec sont évaluées à 16.76 p. c. de la valeur de toutes les fermes du Canada.

Vous aimeriez peut-être avoir un aperçu détaillé de notre richesse provinciale. Voici comment l'expose l'*Annuaire statistique de Québec* pour l'année 1929. « La province de Québec arrive au second rang parmi les provinces canadiennes, avec une richesse de plus de \$8,350,000,000. Ce montant comprend la valeur estimée des propriétés imposables et exemptes de taxe, les voies publiques, les égouts, etc. Une majoration d'un tiers de la valeur a été jugée nécessaire afin de tenir compte de la sousévaluation des répartiteurs municipaux. Les exploitations agricoles viennent au second rang et se chiffrent à \$1,447,041,000. Cet item comprend la valeur des terres, bâtiments, instruments aratoires et machines agricoles, le bétail et les produits de la ferme chez le cultivateur et les commerçants.

1. *Annuaire statistique du Canada*, p. 1042.

« Les manufactures accusent un total de \$686,140,000. On a doublé la valeur des produits ouvrés entre les mains des commerçants. L'article forêt représente la valeur du bois accessible, du bois de pulpe et des capitaux engagés dans les chantiers. Enfin les capitaux absorbés par les voies ferrées, le matériel roulant, et l'outillage des compagnies de chemin de fer s'élèvent à plus de \$443,349,000¹. »

A remarquer que la richesse agricole évaluée en 1929 était de \$1,447,041,000 et qu'elle était encore en 1931 de \$1,223,723,000, ce qui représente une baisse d'un peu plus de 9 p. c. Il serait à souhaiter que les autres sources de richesse, *propriétés imposables* et *exemples de taxes majorées au tiers*, n'aient pas subi une dépréciation plus considérable. Que les produits ouvrés, *majorés de 50 p. c.* en vue d'un bénéfice légitime, se soient écoulés avec cette marge de bénéfices.

Ce qui fait la valeur inestimable de la richesse agricole, c'est: 1° d'être le produit d'une industrie qui opère sur des biens essentiels à la vie même en temps de crise; 2° d'être répartie assez également entre plusieurs détenteurs qui la gèrent et la font valoir de leur mieux, sans courir trop de risques.

LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE DU CULTIVATEUR QUÉBÉCOIS

Comme on vient de le lire, la richesse agricole du Québec était évaluée en 1931 à \$1,223,723,000; la valeur des fermes et des bâtiments s'élevait la même année à \$678,278,600. On peut se demander d'où viennent ces capitaux, s'ils sont possédés en propre et comment ils ont été affectés par la crise actuelle.

« On a accusé nos paysans d'être avares, disait l'honorable M. Godbout au club de la Réforme à Montréal le

1. *Annuaire statistique de Québec*, 1932, p. 367.

20 mai dernier. Si le cultivateur accumule des économies, il a raison, il agit ainsi pour lui-même et les siens. Dans ses vieux jours, il veut être capable de se soutenir lui-même. Il veut une vie plus aisée, plus facile, à laquelle il a droit; il veut aussi que ses fils soient plus heureux que lui, il tient à leur laisser un héritage, et rien n'est plus humain. »

Quiconque connaît les gens de la terre sait que leur suprême ambition, c'est de posséder leur bien en propre, de se libérer de toute charge, hypothèque ou emprunt. Les économies des fils sont mises en réserve pour leur établissement et leur « partance ». S'il lui faut emprunter, pour payer les compléments d'achats, le cultivateur ne compte pas sur les banques; il emprunte de main à main, sur billet, de ses proches, de ses amis terriens; aujourd'hui, il commence à se servir des facilités des caisses populaires. D'ailleurs, le capitaliste ne trouve pas avantageux de prêter sur les terres, à cause des remboursements, et des intérêts réduits que peut payer le cultivateur. On peut donc affirmer que les capitaux placés sur les terres sont des capitaux agricoles, provenant de bénéfices réalisés sur la terre.

Si encore ces capitaux étaient suffisants pour subvenir aux besoins de l'agriculture! Mais dans le Québec surtout, des sommes considérables, gagnées à des travaux saisonniers dans les forêts et l'industrie, servent à amortir les vieilles dettes ou à subvenir aux besoins d'une famille que la terre ne suffit pas toujours à nourrir.

L'indépendance individuelle, en matière d'emprunts, a considérablement diminué depuis la dernière décade. Depuis 1921, le nombre de fermes possédées en propre, sans redevance, a baissé de 3.14 p. c. Le nombre des fermes en location, par contre, a augmenté de 12.17 p. c. et le nombre de fermes possédées moitié par un individu comme propriétaire, moitié par un autre comme locataire,

est présentement de 78.19 p. c. de plus qu'en 1921. L'ensemble des fermes du Québec est hypothéqué pour le joli montant de \$96,349,200, ce qui représente 14.2 p. c. de la valeur de toutes les fermes, et ces hypothèques reposent sur 31.03 p. c. de nos fermes québécoises.

Au dernier recensement en 1931, on a demandé à chaque cultivateur d'établir la valeur de sa ferme, au prix courant de l'année, au cours normal, sans vente forcée. Sur cette base, la valeur des fermes du Québec est baissée de 1921 à 1931 de 21.27 p. c. C'est dire que la valeur totale des fermes est passée de \$861,574,994 qu'elles valaient en 1921, à \$648,278,600, pour 1931. La valeur moyenne des fermes, qui était de \$4,186 en 1921, n'est plus estimée qu'à \$3,105, soit une dépréciation de \$1,081 par ferme.

Toutes les terres occupées actuellement valent en moyenne \$23.78 l'acre et les terres améliorées \$46.88 l'acre, quand elles valurent en 1921 respectivement \$33.38 et \$63.55 l'acre.

C'est dire également que l'indépendance du cultivateur diminue; que les biens de famille sont grevés de redevances dans la proportion de 14 p. c. de leur valeur. L'agriculture a souffert en ces dernières années de l'ébranlement de la confiance du prêteur sur hypothèque. Le cultivateur souffre de pénurie d'argent disponible. Souvent, pour rencontrer ses échéances, il doit vendre à sacrifice les fruits de son travail. Il ne peut compter sur les banques, et il devra de plus en plus comprendre la nécessité des caisses populaires qui ont pour but de colliger les petites économies et de faire les prêts à courts termes, à des taux raisonnables. Quand donc aurons-nous dans chaque paroisse agricole une caisse agissante qui gèrera sagement les économies de la collectivité et qui fera les prêts saisonniers rendant possibles les ventes à bon escient?

L'épargne est une vertu que la campagne conserve encore, mais à un degré moindre qu'autrefois; il faut la remettre en honneur, et faire servir ces petites économies au développement de nos milieux ruraux.

c) Par la richesse produite

LA PRODUCTION AGRICOLE ANNUELLE DU CANADA

Mais tous ces capitaux engagés dans l'agriculture sont-ils productifs? Quelles sont les branches de l'industrie agricole qui rapportent le plus, et comment la crise économique a-t-elle affecté cette production?

La valeur brute de la production agricole du Canada en 1929 était évaluée, sur une production nationale totale de \$6,846,171,400, à \$1,729,821,129. La valeur nette de la production agricole totale pour 1929, comparée à toutes les autres productions primaires et secondaires, se chiffrait à 26.2 p. c. du total, soit un peu plus du *quart du total*.

Les revenus dérivés de l'agriculture au Canada en 1931 s'élevaient à \$880,241,000. Les récoltes y figurent pour 425 millions, soit *près de la moitié*, les produits laitiers pour 237 millions, *plus du quart*. Les productions les plus volumineuses dans la suite sont les animaux de la ferme, les volailles et les œufs, les fruits et les légumes.

Ces revenus ont subi une baisse considérable: en 1927, ils étaient évalués à \$1,825,950,000; en 1928, \$1,806,020,000; en 1930, \$1,262,047,000; en 1931, \$880,241,000¹.

Cette diminution est due principalement à la dépréciation des grandes cultures. Toutes ont baissé (sauf le tabac)¹. Le Canada tire ses principaux revenus en premier lieu des céréales, ensuite de l'industrie laitière, enfin des animaux, des volailles et des œufs, puis des fruits et des légumes.

1. *Canada Year Book*, 1932, p. 1026.

1. *Annuaire statistique*, Ottawa, 1931, p. 1042.

Les chiffres pour tout le Canada, en incluant les provinces de l'Ouest à gros rendement de céréales, montrent que le revenu de 1931 tiré des produits animaux représente à peu près 46 p. c. du revenu agricole total.

Les capitaux engagés dans l'agriculture canadienne rapportent un profit brut de 13 p. c.

LA PRODUCTION AGRICOLE ANNUELLE DE NOTRE PROVINCE

Dans la province, en 1929, la production des industries manufacturières dépasse toute autre industrie. Les manufactures, après déduction faite des établissements associés aux industries extractives, contribuent 47.3 p. c. tandis que la production globale de la division des manufactures donne 58.8 p. c. L'agriculture, avec 19.7 p. c., les constructions, avec 12.3 p. c., les forêts, avec 10 p. c., occupent la *seconde*, la troisième et la quatrième place ¹.

La production agricole dans Québec pour l'année 1931 s'élève à \$181,457,000 ².

Cette estimation classe ainsi les onze principales productions agricoles par ordre décroissant, d'après leur revenu brut: récoltes, \$72,801,000; production laitière, \$69,561,000; animaux, \$19,509,000; volailles, \$9,243,000; fruits et légumes, \$6,140,000; sucre d'érable, \$1,817,000; fourrures, \$875,000; laine, \$524,000; miel, \$487,000; tabac, \$336,000; graines, \$154,000; soit, en tout, \$181,457,000.

Notre province, pour le volume de la production agricole, arrive au deuxième rang de toutes les provinces, l'Ontario se plaçant en tête: l'Ontario, \$305,634,000; le Québec, \$181,457,000; l'Alberta, \$135,219,000; la Saskatchewan, \$106,686,000; le Manitoba, \$52,379,000; la Colombie Britannique, \$35,155,000; la Nouvelle-Écosse,

1. *Annuaire statistique*, Ottawa, 1931, p. 176.

2. *Annuaire statistique*, Québec, p. 247.

LA FAMILLE

Direction: 2060 Ouest, rue Dorchester
Montréal.

\$27,335,000; le Nouveau-Brunswick, \$24,067,000; l'Île-du-Prince-Édouard, \$12,318,000¹.

Mais alors que la production agricole canadienne était de 26.2 p. c. de la richesse nationale, la province de Québec ne montrait qu'une production agricole de 19.7 p. c. de sa production totale.

Les capitaux engagés dans l'agriculture québécoise en 1931 ont rapporté un revenu brut évalué à 12.5 p. c.².

COMMENT LA CRISE ACTUELLE A AFFECTÉ LA PRODUCTION AGRICOLE

Si l'on prend l'année 1926 comme norme de base à 100 p. c. de la valeur des différents produits agricoles, et en y comparant leur valeur en 1931, on peut évaluer en pourcentage la baisse variable de ces différents produits.

Les récoltes de céréales ont subi la plus forte baisse avec 48 p. c. Les revenus tirés des animaux de la ferme ont déchu de 44 p. c. Les produits de l'érable se sont dépréciés de 38 p. c. Les volailles et les œufs donnent 29 p. c. de moins qu'en 1926. Le tabac subit une baisse de 40 p. c.

Les produits agricoles les moins affectés par la crise actuelle, d'après les statistiques officielles, sont d'abord les fruits et les légumes qui n'ont subi une baisse générale que de 12 p. c.; les produits laitiers en général, lait en nature et pasteurisé compris, n'ont subi une baisse dans les revenus bruts que de 14 p. c. Et enfin les volailles et les œufs qu'affecte une baisse de 29 p. c. Les produits laitiers, pris sur la ferme, ont subi une baisse considérable de 34 p. c. Ce qui rétablit l'équilibre des produits, c'est la vente en ville qui n'a pas subi une baisse aussi considérable que le produit manufacturé, beurre et fromage.

1. *Annuaire statistique*, Ottawa, 1931, p. 1042.

2. *Annuaire statistique*, Québec, p. 247.

La principale industrie agricole de la province de Québec reste l'industrie laitière.

En 1926, les produits laitiers atteignaient 86 millions; en 1929, 82 millions; en 1930, 69 millions; en 1931, 57 millions ¹.

C'est encore l'exploitation qui semble la plus stable et la plus conforme à notre genre de culture mixte que nous devons conserver. Les rapporteurs de l'Enquête Mondiale sur l'agriculture disent que, « du point de vue revenu de la ferme (en argent comptant), il n'y a pas de doute, contrairement à la croyance populaire, que le lait et les produits laitiers ainsi que les œufs sont les plus importants produits du cultivateur de l'univers ² ». Plus loin on trouve encore cette autre affirmation basée sur des statistiques sûres: « Dans le Royaume-Uni le marché des œufs est maintenant plus considérable en valeur que celui du blé; au Canada, la production des volailles et des œufs était évaluée en 1931 à plus de la moitié de la valeur globale du blé, en y incluant non seulement le blé vendu, mais aussi le blé utilisé sur la ferme ³. »

Que conclure de ce premier point qui établit la vraie proportion des cultivateurs canadiens et québécois, qui souligne la richesse nationale et provinciale au point de vue agricole, et qui démontre la production agricole annuelle de notre pays et de notre province?

En premier lieu, c'est que le Canada, comme l'Amérique du Nord en général, s'industrialise; que le nombre de ruraux, tout en diminuant considérablement d'une décade à l'autre, n'indique pas la diminution vraie des agriculteurs qui n'augmentent pas en rapport avec la population canadienne; que la province de Québec, qui passait jusqu'en ces dernières années pour une des pro-

1. *Annuaire statistique*, Québec, p. 274.

2. *World Agriculture*, p. 5.

3. *Ibid.*, p. 6.

vinces les plus rurales, ne compte pas le quart de sa population en cultivateurs; et ce qui est plus significatif, c'est que le nombre de fermes va diminuant, que les fils de ruraux ne se fixent pas sur des terres, mais s'échappent de la campagne pour les camps de bûcherons ou les usines des villes, et qu'il faut à tout prix rattacher notre jeunesse agricole au sol en nous occupant de l'établissement des fils de cultivateurs, soit sur les vieilles terres, en les morcelant plutôt qu'en les agrandissant, soit en favorisant la colonisation pour l'ouverture de nouveaux centres ruraux.

Car c'est la richesse agricole qui est la mieux répartie, la plus stable et à la longue la plus productive. Il faudra chercher les moyens de garder les capitaux agricoles à la campagne, pour l'aide aux cultivateurs, soit par le prêt de confiance, sur hypothèque stable, soit par l'établissement des caisses populaires dans tous nos districts ruraux afin de faciliter l'achat et le paiement des terres et l'établissement des terriens, afin de faciliter encore le commerce des produits agricoles, pour les débarasser d'une foule d'intermédiaires qui récoltent où ils n'ont pas semé, et qui absorbent une grande partie des bénéfices que retirerait le cultivateur. C'est pourquoi il faut prêcher et enseigner encore et toujours la coopération de vente et d'achat, la meilleure préparation et présentation des produits agricoles, et il faut en revenir à une thèse chère à tout éducateur, l'instruction agricole, à la portée des fils de cultivateurs pour leur faire aimer leur profession, la leur faire apprécier, et la rendre assez productive pour les attacher au sol.

II

L'AGRICULTURE, BASE ÉCONOMIQUE DE NOTRE INDUSTRIE

Nous avons vu quelle est la population agricole de l'univers, du Canada, et de notre province, quelle est la somme des capitaux engagés dans l'agriculture canadienne et provinciale, et enfin quelle est la production agricole

du pays et de la province. Mais l'agriculture n'est pas une industrie isolée, comme certaines industries commerciales: de sa nature même, parce que créatrice de richesse neuve, elle fournit à une foule d'industries connexes la matière première, les capitaux nécessaires à leur exploitation, et par là participe dans une large mesure au commerce et aux transports généraux. On peut dire que l'agriculture est la base économique de notre industrie.

a) *Les matières premières agricoles dans l'industrie canadienne*

Un des facteurs de progrès du Canada, nous dit l'*Annuaire statistique du Canada* (1932), se trouve dans les abondantes ressources naturelles contribuant à la prospérité industrielle, car les industries canadiennes reposent pour la plupart sur les *ressources agricoles, animales, forestières* et minières du pays.

En 1929, sur une valeur nette de produits manufacturés de \$1,997,350,365, \$423,950,158 étaient les fruits d'une production industrielle *d'origine agricole canadienne*, ce qui fait plus de 21 p. c., soit un peu plus du *cinquième*. Les produits de la terre y participaient pour 272 millions et ceux de l'élevage pour 151 millions.

En 1929 encore, sur un total de 23,597 établissements industriels, 8,743 s'alimentaient de produits agricoles d'origine domestique, soit un peu plus du *tiers*. La valeur ajoutée à la matière première agricole par la transformation industrielle était de 30.7 p. c. en 1924 et de 27.7 en 1931.

Dans le tableau des quarante principales industries classées d'après la valeur brute de leurs produits, en 1930, je relève en deuxième place les abattoirs et les salaisons qui s'alimentent de notre élevage; en troisième place, les minoteries et les meuneries, qui exploitent nos céréales; en sixième place, le beurre et le fromage, qui se greffent sur notre industrie laitière; en treizième place, les tabacs

(cigares et cigarettes) qui s'alimentent d'une culture très spécialisée; le pain et la production boulangère, en quinzième place, et en dix-neuvième place les brasseries qui consomment plusieurs céréales, principalement le blé et l'orge canadiens; les raffineries de sucre, en vingt-cinquième place; les conserves de fruits et de légumes, en trente-deuxième place; la fabrication des instruments agricoles, en trente-troisième place; les distilleries canadiennes, en trente-huitième place. Il y a donc dix groupes d'industries qui s'alimentent presque exclusivement des produits agricoles, et encore sont-ils presque partout classés en tête de la liste.

En 1930, la valeur nette des produits agricoles était de \$758,791,743, tandis que celle des produits de manufactures était de \$761,986,726.

Et sous le nom de manufactures passe une grande industrie vraiment agricole: l'industrie laitière, ce qui donne tout de même à l'agriculture 43 p. c. du total.

On peut donc conclure sans danger d'errer que le tiers des industries de notre pays sont à base de production agricole, et qu'elles dépendent de notre production agricole pour vivre et prospérer.

Dans notre province, la valeur nette des produits agricoles s'élevait, en 1930, à \$173,275,448 et celle des produits manufacturés à \$560,036,409.

Mais encore là il faudrait signaler les fabriques de beurre et de fromage, industrie soudée à l'agriculture, fournie de capital agricole, qui produisait en 1931 une richesse de \$22,958,411. La valeur nette de l'agriculture en regard de tous les produits manufacturés, beurre et fromage compris, est de 31 p. c. Sur un capital engagé dans toutes les industries de notre province au montant de \$1,727,064,388, \$213,914,722 sont engagés dans les manufactures s'alimentant de produits agricoles végétaux et animaux, soit près de 13 p. c. Dans le classement

des quarante principales industries de notre province, je relève par ordre d'importance: les cigares et cigarettes en quatrième place; les industries du cuir en huitième place; les beurreries et fromageries en neuvième place; les abat-toirs et salaisons, en onzième place; les minoteries et meuneries, en treizième place; les brasseries en quinzième place; le pain et la production boulangère, en seizième place; les distilleries, en dix-septième place; les tabacs à fumer et à chiquer, en vingtième place; les biscuiteries, en vingt-quatrième place. Dix industries toutes classées dans les vingt premières sur les quarante énumérées.

On peut dire qu'au moins 25 p. c. des matières premières de l'industrie générale lui vient de l'agriculture, et dépend de l'agriculture pour prospérer et exploiter à profit.

*b) Le nombre de personnes engagées dans l'industrie
qui dépendent de l'agriculture*

En dehors de la production agricole proprement dite, en dehors de ceux qui vivent de la terre, il y a un grand nombre de gens qui vivent de la petite et de la grande industrie dépendant de l'agriculture.

Dans nos campagnes rurales, tous les ruraux qui ne sont pas des agriculteurs vivent de l'agriculture. Ce sont les petits commerçants, qui achètent les produits agricoles, les maréchaux-ferrants, les menuisiers, les marchands qui font le double commerce des produits agricoles et des produits manufacturés.

Dans la grande industrie, au Canada, 24.6 p. c. de tout le personnel à salaire et 22.1 p. c. du personnel à gages travaillent sur des matières premières venant de substances végétales et des produits animaux; et ils recevaient 22.1 p. c. des salaires, et 19.2 p. c. des gages. C'est donc dire que 22 p. c. à peu près de tous les salariés et de tous les gagés vivent indirectement de l'agriculture.

Dans notre province, le nombre des salariés et des gagés tirant leur subsistance de la fabrication de produits végétaux et animaux représente à peu près le cinquième du personnel.

Il n'y a donc pas seulement les agriculteurs qui sont intéressés au développement de l'agriculture et à sa prospérité, mais au moins le quart de nos ouvriers des industries dépendent d'elle pour se maintenir en activité.

c) L'agriculture fournit des capitaux à l'industrie

Le grand total des capitaux pris dans l'industrie canadienne en 1929 était de \$5,083,014,754. La province de Québec y participait pour \$1,673,011,042.

De ces chiffres on peut déduire les capitaux engagés dans l'industrie laitière: beurreries, fromageries, crémeries, qui sont presque toujours des capitaux agricoles, ce qui s'élève pour le Canada à 47 millions et pour le Québec à 8 millions.

Dans les autres industries, à capital-actions, sociétés anonymes montées par actions et débentures, une grande partie du capital vient de sources alimentées en grande partie par le capital agricole: les banques, les assurances et les placements. Les banques, par la multiplicité de leurs succursales agricoles, drainent les capitaux agricoles placés dans les caisses d'épargne pour les lancer dans l'industrie. L'assurance-vie est très répandue dans nos campagnes. C'est un mode d'économie et un bon placement. Nombre de petits cultivateurs ne peuvent que payer des primes minimales à leurs fils en prévision de leur établissement. Tous ces capitaux tirés de la campagne n'y reviennent qu'en partie seulement, par le paiement des échéances accidentelles. Le gros des capitaux s'en va alimenter la grande industrie. En ces dernières années, des agents ont placé pour des millions d'actions et de débentures industrielles dans nos campagnes. « Chez

nous, comme dans la république voisine, l'épargne rurale fut drainée pour édifier des entreprises plus colossales que solides ¹. »

Les sommes d'actions industrielles placées dans nos campagnes sont plus que considérables, et après certaines faillites industrielles, on est surpris du total des pertes qui se répartissent sur nos comtés ruraux, et nos paroisses campagnardes. Presque partout le cultivateur à l'aise a cessé de prêter sur hypothèques agricoles à cause de l'ébranlement des sûretés, et à cause du haut intérêt promis par l'industrie. Il n'est pas exagéré de dire que la moitié au moins des capitaux que disperse l'industrie générale dans nos campagnes retournent par l'une de ces deux voies à l'industrie.

L'AIDE DE L'AGRICULTURE A LA VOIRIE ET AUX TRANSPORTS

Depuis vingt ans notre province a considérablement amélioré la voirie, et c'est un gros actif foncier. Les automobilistes, par le paiement de leurs permis, et par la taxe directe sur l'essence, croient être les seuls à payer pour les chemins, et ils le disent, et ils s'en rendent maîtres. Il ne faut pas oublier que l'amélioration de nos chemins s'est faite en grande partie sur cette base: 50 p. c. à la charge de la municipalité rurale et 50 p. c. fourni par le gouvernement provincial. Les cultivateurs paient donc double taxe, taxe municipale augmentée par les travaux de voirie, et taxes provinciales s'ils utilisent des voitures automobiles, soit pour le transport des produits de la ferme sur le marché, soit comme voitures de service et de promenade.

Les terres desservies par une voirie améliorée acquièrent plus de prix, l'écoulement des produits est plus rapide et

1. Albert RIOUX, dans *le Devoir*.

souvent moins onéreux, mais les cultivateurs portent tout de même la dette flottante très accrue de ce fait de nos municipalités rurales.

L'agriculture, d'autre part, par son développement, a contribué largement à la confection et à l'entretien des voies d'eau et des réseaux nationaux.

En 1930, les compagnies de transport étaient redevables à l'agriculture de 24 p. c. des bénéfices de fret, par le transport des céréales, des animaux et des viandes, des fruits et des conserves de fruits et de légumes, du beurre et du fromage.

D'après des agents bien informés, on peut dire que le réseau de l'Intercolonial, qui est peut-être le moins déficitaire, transporte de 75 à 80 p. c. des produits agricoles sortis de nos fermes, ou des produits manufacturés ou de commerce consommés sur les fermes.

Dès que l'agriculture est malade, que les produits de la ferme circulent moins, le grand transport diminue son matériel roulant et opère au ralenti. Car l'agriculteur souffre terriblement de la crise actuelle.

EFFETS DE LA CRISE SUR L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

L'agriculture, œuvre de petits producteurs isolés, individualistes à l'excès, travaillant sur des produits périssables, rarement entreposables, devait subir plus vite que l'industrie les néfastes effets de la baisse des produits. Je n'ai pu trouver des chiffres complets établissant les fluctuations des prix, pour le Canada, mais dans l'Enquête Mondiale, on donne un tableau saisissant de la chute des prix aux États-Unis. Les conditions de commerce et d'agriculture sont les mêmes, souvent même l'agriculture est mieux protégée aux États-Unis qu'ici. En prenant 100 comme base de valeur pour les années 1909 et

[237]

1914, l'année 1919 comme point culminant de la hausse, et l'année 1932 comme fond de la baisse, nous avons les rapports édifiants que voici ¹:

	1909-1914	1919	1932
Céréales.....	100	231	63
Fruits, légumes.....	100	189	27
Viandes.....	100	206	39
Coton et graines.....	100	247	57
Produits laitiers.....	100	188	33
Produits agricoles.....	100	222	40

Dans un autre tableau, basé encore sur les statistiques américaines, on établit le pouvoir d'achat et le prix de vente d'une valeur d'un dollar en denrées agricoles avant la guerre: en 1929 le cultivateur vendait sa valeur d'un dollar de produits à 87 sous et achetait des produits manufacturés avec cet argent déprécié à \$1.54. En 1930, son dollar en nature ne valait que 87 sous et il payait \$1.55 les produits manufacturés; en 1931, son dollar en nature valait 68 sous, et il payait les produits manufacturés 91 sous, et en 1932, son dollar en nature ne valait que 48 sous, et il payait les produits manufacturés \$1.10.

Ce qui fait conclure aux enquêteurs britanniques que « dans les contrées où l'on fait une grande exportation de produits agricoles à l'extérieur, il semble hors de doute que dans les premiers stades de la dépression des prix, la population agricole en a plus durement souffert que la population industrielle qui travaillait pour un marché intérieur hautement protégé ²! »

Voici encore un rapport de la chute des prix, de 1929 à 1932, au Canada, entre le matériel brut et les produits manufacturés:

En 1929 le matériel brut baisse de 38 p. c.; les produits manufacturés, de 22 p. c.

1. *World Agriculture*, p. 97.

2. *Ibid.*, p. 98.

Que faut-il conclure de tout cet exposé, sinon qu'en 1914, quand les produits se vendaient à 100, l'agriculture ne présentait pas encore un attrait trop saisissant à notre jeunesse rurale, que maintenant qu'il faut les vendre à 50 p. c. il ne reste pas de gros bénéfices, et les produits agricoles au prix présent sont certainement en dessous du prix de production.

Et nous attendons encore le rajustement des prix entre les produits agricoles et les produits manufacturés.

L'UNION DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE

Nous habitons un continent fortement industrialisé; à peine 31 p. c. de toute la population américaine tire sa subsistance de l'agriculture. Au Canada, en 1921, 32.8 p. c. de toute la population active travaille la terre, et dans la province de Québec le quart à peine de tous ceux qui gagnent leur vie par leur travail sont attachés au sol.

Il y a des raisons qui justifient jusque dans une certaine mesure ce grand développement industriel dans notre province. La géologie laurentienne l'explique. A peine 12 p. c. du sol québécois, nous dit-on, est de formation arable, et sur les 4 p. c. de ces terres défrichées, il y a de grandes superficies qui sont formées de sols pauvres, exigeant pour produire des récoltes minimes d'énormes travaux de défrichement, d'épierrement, d'égouttement, et pour produire longtemps des apports d'engrais très dispendieux. Et c'est avec ces récoltes qui coûtent cher, avec ces animaux nourris sept mois à l'étable qu'il nous faut concurrencer sur les grands marchés les produits des pays plus favorisés.

Par contre, le sol québécois est riche en forêt, et en mines de toutes sortes à peine exploitées; nos rivières au courant rapide peuvent fournir la houille blanche nécessaire à leur exploitation. Par ailleurs, le Québec, comme l'Ontario, étant la plus vieille province du Dominion, est

riche en capitaux et en hommes instruits, entreprenants, et capables de mener à bien ces entreprises industrielles.

Mais pour que ce développement industriel se fasse sur des bases solides, à l'abri des crises qui ruinent un pays, il faut que cette industrie s'alimente de la matière première fournie par le pays même, qu'elle alimente d'abord le marché local avant de concurrencer les marchés étrangers; qu'elle soit dirigée par des Canadiens, qui donnent la préférence aux produits canadiens, qu'on y emploie des ouvriers canadiens consommant des produits canadiens, et dépensant leur argent dans le commerce canadien.

Il faut avant tout que cette industrie ne soit pas une rivale de l'agriculture, mais son complément et son aide. Car plus l'agriculture est restreinte dans un pays et une province, plus il faut en favoriser l'équilibre et l'encourager.

La première visée de tout groupement ethnique, c'est son indépendance économique. Aucun pays fortement industriel n'est indépendant aussi longtemps qu'il dépend de l'agriculture d'autres contrées.

C'est la grande préoccupation actuelle de toutes les nations d'Europe. La France et l'Italie s'efforcent, d'année en année, de diminuer les contingentements en blé étranger, soit par des encouragements directs, soit par des tarifs prohibitifs. L'Angleterre favorise de son mieux la culture et l'élevage en imposant des taxes sur les terres improductives; par contre, les Belges, sur un territoire restreint, réussissent à exporter des produits agricoles en pays étrangers.

Depuis quelques années, dans la province de Québec, la consommation dépasse la production. Nos grands marchés sont envahis par une production étrangère. L'annonce conquérante a fait évoluer l'alimentation des Québécois vers des produits étrangers ou exotiques, et,

pendant ce temps, nos agriculteurs se débattent dans une impasse financière.

Il en est des pays comme des familles bien constituées. Ce n'est pas tant l'argent qui circule qui enrichit que l'argent qui s'épargne. Toute communauté bien constituée doit se suffire à elle-même d'abord, et ne vendre que les surplus, et encore en produits le plus ouvrés possible.

Si l'industrie se plaint que le pouvoir d'achat du cultivateur, qui est normalement le plus gros client, est fortement diminué, c'est un peu la faute à cette industrie. C'est que l'argent dépensé pour alimenter cette industrie, soit en matière première, soit comme gages aux officiers et aux ouvriers, a été versé souvent à des étrangers qui le dépensent ou l'épargnent chez eux, et les cultivateurs n'en retirent rien. Et c'est autant de perdu pour la communauté canadienne.

Que le cultivateur soit patriote et achète des produits canadiens, mais que par contre les industriels et les ouvriers fassent de même et bientôt l'équilibre rompu sera rétabli.

QU'EST-CE QUI FAIT LA STABILITÉ DE L'AGRICULTURE ?

« Dans l'économie du monde moderne, il y a, séparés à la grosse, deux idéals de vie pour le travailleur: pour l'un, c'est le désir des gros revenus, pour l'autre, le désir de la stabilité, de la sécurité. Les cultivateurs, par tout le monde, tendent à la sécurité plutôt qu'à la richesse. La principale attraction de l'agriculture a toujours été le sens de la stabilité. Cette stabilité est menacée, et par la restauration de l'agriculture, nous espérons premièrement la restauration d'une sécurité raisonnable ¹. » Plusieurs cultivateurs qui se laissaient en ces dernières années attirer par les gros salaires des manœuvres citadins, se sont mis à cultiver avec ardeur pour avoir compris la stabilité de l'agriculture en comparaison avec l'industrie.

1. *World Agriculture*, p. 247.

Cette stabilité est bien la caractéristique de notre agriculture. Dans le Québec et l'Ontario, disent les enquêteurs anglais, la culture se fait généralement sur une base européenne, c'est-à-dire qu'elle est plutôt une manière de vivre qu'une entreprise commerciale; les terres sont petites et la culture mixte est de règle ¹.

CONCLUSION

L'agriculture est bien encore l'industrie de base du Canada et de notre province. Un gros tiers de notre population vit de la terre et tire d'elle sa subsistance. Les capitaux engagés dans l'agriculture représentent un cinquième de la richesse nationale, et ils produisent une richesse stable, répartie entre une infinité de propriétaires actifs et économes.

La grande industrie même lui est redevable d'une bonne part de sa prospérité, puisque l'agriculture reste sa meilleure cliente, par le fait qu'elle possède encore en propre une partie de son avoir. Elle lui fournit en outre près du tiers des matières premières nécessaires à ses opérations, elle contribue à fournir du travail à un quart au moins de tous les ouvriers salariés, et elle lui procure en outre une partie des capitaux nécessaires à sa mise en valeur et à son opération.

Qu'une autre industrie commercialisée puisse se réclamer de tous ces avantages, il y a longtemps que vous n'entendriez parler que d'elle; et toutes les forces sociales et politiques seraient mises en œuvre pour l'aider et la protéger. Mais l'agriculture est entre les mains de petits propriétaires, individualistes à l'excès, se faisant une concurrence journalière sur les marchés, et divisés malheureusement par des allégeances politiques qui les aveuglent.

Il y a longtemps que notre agriculture est en baisse. Elle se traîne misérablement depuis cent ans. La crise

1. *World Agriculture*, p. 123.

a précipité cette descente, accentué les déficits, et menace d'une ruine prochaine.

Remarquez-le bien: l'agriculture est en baisse continue depuis cinquante ans au moins; le nombre des agriculteurs diminuent; ceux qui ont résisté jusqu'ici s'appauvrissent, et ils sont présentement incapables d'établir leurs fils. Les terres familiales se grèvent d'hypothèques, et les bénéfices sont de plus en plus restreints.

Et ce qui est pire que tout le reste, c'est que l'agriculture étrangère nous concurrence avantageusement sur nos propres marchés. La haute industrie n'est pas entre les mains des Canadiens; que l'agriculture nous échappe, et nous devenons un peuple d'esclaves et de roturiers.

Nous espérons que cette Semaine sociale, toujours si utile, nous fera ouvrir les yeux, et qu'il en résultera un effort commun, un effort désespéré, pour le rétablissement solide de notre agriculture.

Jusqu'ici, les efforts faits pour le maintien de notre agriculture furent toujours des efforts individuels, et la masse de notre peuple y est restée trop indifférente. Grâce à des patriotes clairvoyants, on a commencé de bonne heure l'enseignement agricole dans notre province, et si ces éducateurs isolés avaient eu les encouragements substantiels qu'ont reçus les institutions similaires des autres pays, peut-être que notre agriculture supporterait mieux la crise actuelle, soit par les enseignements de techniciens plus avertis et plus nombreux, soit par les directives plus sûres d'économistes agricoles plus influents.

Mais les choses en étant au point actuel, quel est le moyen le plus effectif de venir en aide à l'agriculture?

A notre sens, le plus rapide, le plus à notre portée, et aussi le plus puissant, c'est celui qui nous est prêché par notre présent ministre de l'Agriculture à Québec, l'honorable Adélard Godbout: l'achat chez nous, dans notre province, des produits de notre sol québécois.

Que la population québécoise fasse un effort patriotique pour ne consommer que des produits québécois et canadiens, et l'agriculture de notre province va tout de suite prendre un regain de vie économique qui lui permettra de survivre et d'attendre l'effet d'autres moyens plus effectifs mais plus lents.

Comme moyen durable de protéger notre agriculture pour l'avenir, nous préconisons l'organisation agricole professionnelle. Cette organisation est créée, mais elle n'est encore qu'un embryon. Que tous les cultivateurs qui veulent survivre s'y affilient.

La lutte pour la vie économique n'est pas une lutte individuelle, mais une lutte collective. Non pas que je préconise une lutte des classes sociales, mais pour que se rétablisse l'équilibre entre toutes les réclamations des groupes distincts, il faut que les cultivateurs, forts de l'union du quart de notre population, établissent leur situation inférieure, qu'ils fassent valoir leurs griefs, qu'ils réclament leur part de protection législative, qu'ils pèsent de tout le poids d'une forte organisation sociale pour contrebalancer les influences de toute autre organisation syndiquée.

Cette organisation agricole puissante amènera nécessairement une députation plus rurale.

Le député moderne tend de plus en plus à restreindre son activité au bien de ses seuls commettants, sans voir le bien général de tout le pays. Le député ouvrier surveille la législation ouvrière, les grandes industries favorisent l'élection de candidats sympathiques à leur commerce, et elles savent au bon moment influencer le vote de lois favorables à l'industrie. En passant, flétrissons la méthode odieuse des fonds secrets qui lient à l'avance nos gouvernants et les empêchent de distribuer librement la justice à tous.

La classe agricole devra donc avoir aussi ses représentants ruraux agricoles et en grand nombre. Ce qui ne veut pas dire que je préconise la candidature de cultivateurs moyens. Il faut plus que la possession d'un bien-fonds et un grand amour de l'agriculture pour faire un bon député agricole. L'agriculture a manqué là comme ailleurs d'une classe dirigeante instruite. Des efforts ont été faits, et nous espérons voir se lever bientôt une pléiade de jeunes hommes, bien au fait de l'agriculture canadienne et québécoise, versés en économie sociale, au fait des législations agricoles étrangères et domestiques, qui sauront enfin réclamer une législation agricole efficace pour maintenir l'équilibre entre les différentes branches de l'activité humaine.

Grâce aux activités de cette puissante organisation agricole, grâce à ses moyens d'action par sa députation à mentalité rurale, nous espérons voir mettre en œuvre un grand programme de rénovation agricole.

Mais avant tout, il faut que le bas peuple, les classes moyennes, les classes instruites, en viennent à la conviction sincère que la prospérité d'un peuple se base, pour une longue échéance, non sur son industrialisation intensive, mais sur une agriculture progressive et payante.

C'est une mentalité à créer en Amérique, au Canada, et même dans notre province de Québec.

Que cette Semaine sociale, si bien organisée, si représentative, si désintéressée en faveur du bien commun, fasse pénétrer cette vérité, que l'agriculture est la base économique d'une nation, et elle aura rendu le plus grand service à tout un pays, à tout un peuple qui s'est laissé un moment aveugler par les promesses outrées d'une industrie trop accapareuse.

Nihil obstat: Louis-C. DE LÉRY, S. J.

Censeur dioc.

Imprimatur: † Em.-A. DESCHAMPS, V. G., Év. de Thénnesis
Montréal, 12 octobre 1933

Aux. de Montréal

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Suite)

*79-80. Microbiologie et maladies contagieuses . . .	Dr J.-A. BAUDOUIN
81-82. L'instruction obligatoire n'est pas nécessaire . . .	R. P. HERMAS LALANDE, S.J.
*83. L'Organisation ouvrière . . .	Abbé Edmour HÉBERT
*84. Autour de l'Encyclique « Retum novarum » . . .	E. S. P.
85. L'Aide aux colons . . .	M. L'HEUREUX
86. Le Problème social et sa solution . . .	Abbé Edmour HÉBERT
87. Les Semaines sociales . . .	E. S. P.
88-89. De l'Internationalisme au Nationalisme . . .	Alfred CHARPENTIER
90. Vers le peuple . . .	Guy VANIER
91. L'Action sociale . . .	Antonio PERRAULT
92-93. La Grève et l'enseignement catholique . . .	R. P. VILLENEUVE, O. M. I.
94. Programme d'action sociale . . .	Edouard MONTPETIT
95. Les Parents, l'Eglise et l'Etat dans leurs rapports avec l'école . . .	Abbé Ad. SABOURIN
96. L'Organisation professionnelle . . .	Mgr L.-A. PAQUET
97. Syndicats patronaux . . .	Abbé Emile CLOUTIER
98. La Confédération des Travailleurs catholiques du Canada . . .	XXX
99. L'Aspect économique du problème industriel . . .	Edmond CLOUTIER
100. Le Salaire . . .	Abbé Edmour HÉBERT
*101. Nos Pêcheries . . .	Fabien BUGEAUD
102. La Question des chemins de fer . . .	XXX
103. Les Caisses Desjardins; œuvre sociale . . .	Wilfrid GUÉRIN
104. L'Aube d'une ère ouvrière nouvelle . . .	Alfred CHARPENTIER
105. L'Organisation ouvrière catholique au Canada . . .	E. S. P.
106. Réformes scolaires . . .	E. S. P.
107. Le Travail du dimanche dans notre industrie . . .	Mgr Eugène LAPOINTE
108. La Gaspésie . . .	J. W.
109. Les Espoirs présents du catholicisme en France . . .	R. P. DONCEUR, S.J.
110. La Société catholique de Protection . . .	E. S. P.
111. Le Problème des narcotiques au Canada . . .	Olivier CARNIGAN
112. Le Charbon au Canada . . .	Paul CHARTIER, S.J.
113-114. Le Nord qui s'ouvre . . .	R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J.
115. Les Trois Etapes de la question ouvrière . . .	Abbé Edmour HÉBERT
116-117. Dans les chantiers . . .	R. P. J.-A. DESJARDINS, S.J.
118. La Mortalité infantile . . .	Dr Joseph GAUVREAU
119. La Tuberculose . . .	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
120-121. Le Chômage . . .	Gérard TREMBLAY
122. L'Eucharistie et la question sociale . . .	R. P. Léo BOISMENU, P. S. S.
*123. Le Canada minier . . .	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
124. Le Patriotisme . . .	S. G. Mgr LAFLECHE
125. L'Apprentissage . . .	E. S. P.
126-127. Notre problème agricole . . .	Charles GAGNÉ
128. Les Forces hydrauliques . . .	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
129. L'Art ménager . . .	Abbé Arm. BEAUREGARD
130. Le Domaine rural canadien . . .	Georges BOUCHARD
131. Les Paysans de France . . .	Georges BOUCHARD
132. La Jeune Fille et les œuvres de charité . . .	R. P. Adélard DUGRÉ, S.J.
133-134. Pour et contre le tabac . . .	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
135. Vers l'émancipation économique . . .	G.-E. MARQUIS
136-137. Le Travail de nuit dans les boulangeries . . .	XXX
138. Expansion industrielle dans le Québec . . .	G.-E. MARQUIS
139. Le Logement et la santé . . .	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
*140-141. Travailleurs inconnus: nos aveugles . . .	R. P. Julien SENAY, S.J.
142. L'Education de la Justice . . .	R. P. Louis LALANDE, S.J.
143. Abolitionnisme ou Réglementation . . .	R. P. J. SALSMANS, S.J.
144. L'Actionnariat syndical . . .	Max TURMANN
145-146. Le Conseil national d'Education . . .	C.-J. MAGNAN
147. Jeunes d'autrefois. Jeunes d'aujourd'hui . . .	R. P. Maurice H.-BEAULIEU, S.J.
148. Eclaircissements canadiens-français . . .	R. P. Adélard DUGRÉ, S.J.
149-150. La Pulpes et le papier . . .	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
151. L'Atelier syndical fermé . . .	Alfred CHARPENTIER
*152-153. L'Alcoolisme et l'individu . . .	Dr Louis-Philippe ROY
154. L'Eucharistie et les classes dirigeantes . . .	Antonio PERRAULT
155. L'Effort économique de notre race . . .	Rodolphe LAPLANTE
156-157. La Forêt canadienne . . .	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
158. Le Caractère de l'adolescent . . .	R. P. Paul-Emile FARLEY, C. S. V.
159-160. Les Allocations familiales . . .	R. P. Léon LEBEL, S.J.

Deacidified using the Bookkeeper process.
Neutralizing agent: Magnesium Oxide
Treatment Date: July 2005

Preservation Technologies
A WORLD LEADER IN PAPER PRESERVATION

111 Thomson Park Drive
Cranberry Township, PA 16066
(724) 779-2111

BNQ



C 000 092 662

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Suite)

161. L'Association professionnelle	Abbé Maxime FORTIN
162. Fédération des Œuvres d'hygiène infantile	XXX
163. La Réforme du calendrier	J.-H. RICHARDSON
164. Les petites industries féminines à la campagne	Georges BOUCHARD
165. L'Union ouvrière	Abbé L.-A. LAFORTUNE Gérard TREMBLAY R. P. STANISLAS, P. S. V. E. S. P.
166. Les Anciennes Corporations	Abbé Arthur MAHEUX
167. Le Communisme international au Canada	Albert RIOUX
168. Parents et Maîtres — Leur collaboration	Oscar HAMEL
169. L'Enseignement agricole d'hiver	R. P. Adélaïde DUGRÉ, S. J.
170. Le Cinéma	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
171. La Crise protestante	PÉNINSULAIRE
172-173. La Formation technique	L.-G. HOGUE
174. La Gaspésie intérieure	Dr J.-A. BAUDOUIN
175. Chefs ouvriers catholiques	E. S. P.
176. La Mission sociale de l'hygiène	E. S. P.
177. Les Associations ouvrières au Canada	E. S. P.
178. Rotary et Maçonnerie	R. P. E. JOMBART, S. J.
179. L'Indissolubilité du mariage	Eugène L'HEUREUX
180. Le Tourisme — Source de richesse	Dr J.-C. BOURGOIN
181. La Vaccination antituberculeuse	Joseph RISI
182. L'Utilisation des sous-produits de la pêche	R. P. Adélaïde DUGRÉ, S. J.
183-184. La Paroisse au Canada français	Abbé J.-Ad. SABOURIN
185. L'Eglise, nos maux sociaux et l'ouvrier catholique	R. P. SCHELPE, S. J. R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
186. L'Industrie chimique et le Canada	Mme W. RAYMOND
187. Le Travail des jeunes filles	Juge C.-E. DORION
188. Les Communautés religieuses et la Cité	R. P. BONHOMME, O. M. I.
189. Les Œuvres dans la Cité	E. S. P.
190. Le Syndicalisme catholique canadien	Willfrid GUÉRIN
191. La Semaine sociale de Chicoutimi	PP. ARENDT et MULLER, S. J.
192. L'Eglise et la question syndicale	Sœur ALLAIRE, etc.
193. Nos Orphelinats	S. S. PIE XI
194-195. Encyclique sur l'éducation de la jeunesse	S. G. Mgr ROSS
196. L'Enseignement religieux	XXX
197. La Semaine du dimanche	Sœur MARIE-HADELIN, etc.
198. Pour nos Enfants	XXX
199. La Préférence aux Syndicats catholiques	Abbé A. ROBERT et O. HÉROUX
200. Pour le bon Journal	E. MERCIER et G. LADOUCEUR
201. Le Sens catholique	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
202-203. L'Apostolat laïque	Eudras MINVILLE
204-205. Instruction ou Education	E. S. P.
206. En Russie soviétique	E. S. P.
207-208. Manuel antibolchévique	E. S. P.
209. La Participation des laïques à l'apostolat	Antonio PERRAULT
210-211. L'Encyclique « Quadragesimo anno »	S. S. PIE XI
212. Le Mariage chrétien	R. P. Adélaïde DUGRÉ, S. J.
213. L'Etat et la morale publique	Léo PELLAND
214-215. L'Etat et le mariage	Juge C.-E. DORION
216. L'Activité sociale des prêtres de Belgique	R. P. Albert MULLER, S. J.
217-218. Cahier anticommuniste	E. S. P.
219. Pour la Colonisation	E. S. P.
220. Le Rêve communiste	R. P. Thomas-M. LAMARCHE, O. P.
221. Pour la Paix	E. S. P.
222. La Famille	R. P. C. RUTCHÉ, C. S. SP.
223-224. Le Plan quinquennal	ENTENTE INTERNATIONALE
225. La Profession agricole	Abbé Georges-M. BLONDEAU
226. Les Opérations de Bourse et leur moralité	R. P. BOURNIVAL, S. J.
227. Le Retour de la mère au foyer	Rde Sr GÉRIN-LAJOIE
228. La place des enfants n'est pas au cinéma	E. S. P.
229. Les Révolutions bolchéviques modernes	Henri GLASS
230. L'Action catholique et l'épargne populaire	E. POIRIER et W. C.
231. Le Commerce avec les Soviets	E. S. P.
232-233. Pour la Restauration sociale au Canada	E. S. P.
234. La Culture intellectuelle religieuse	Abbé Anselme LON
235. La Ligue Catholique féminine	Un Aumônier
236. Directives sociales catholiques	R. P. ARCHAMBAULT
237. L'Agriculture, base économique d'une nation	Abbé Edouard BE

Les numéros précédés d'un astérisque sont épuisés.

Abonnement: \$1.50 par an

IMPRIMERIE DU MESSAGER, MONTRÉAL

92662